

# L'information, plus que jamais un bien commun

Un mémoire sur l'avenir des médias d'information du  
Syndicat des travailleurs de l'information de La Presse (STIP)  
à la demande de la  
Commission de l'éducation de la culture de l'Assemblée  
nationale du Québec

Montréal, le 10 mai 2019

## INTRODUCTION

Le Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse* (STIP) remercie la Commission de lui donner l'occasion de présenter un mémoire sur l'avenir des médias au Québec. « Avenir » est un mot fragile pour les artisans de l'information de la province en entier et encore plus particulièrement pour ceux de la presse écrite. Les journalistes de *La Presse*, membres de la plus grande salle de rédaction du Québec, n'échappent pas à ce constat. Il est temps d'agir collectivement pour assurer la pérennité des médias québécois d'information et du journalisme qui s'y pratique, une profession essentielle à la santé de la démocratie.

Les revenus publicitaires, qui ont permis au siècle dernier aux grands journaux de se distancier des partis politiques et de gagner plus d'indépendance<sup>1</sup>, s'érodent à une vitesse phénoménale année après année. Les mêmes entreprises internationales multimilliardaires qui bénéficient de la migration de cette manne — les Facebook et Google de ce monde — sont aussi celles qui disséminent le contenu journalistique produit par les grandes salles de rédaction sans avoir à y investir un sou ou à contribuer fiscalement. Triste ironie.

Les effets se font surtout sentir dans la presse écrite. En Amérique du Nord, pas une semaine ne passe sans qu'un journal annonce sa fermeture ou le licenciement de journalistes chevronnés. En moins de dix ans, les salles de rédaction ont perdu près de 50 % de leurs artisans aux États-Unis. Dans un rapport publié en 2015, la Guilde canadienne des médias annonçait que 10 000 emplois ont été perdus en cinq ans dans les médias canadiens, dont 60 % dans les journaux. La situation n'a fait qu'empirer depuis. Au moment de la rédaction de ce mémoire, des compressions étaient annoncées au *Globe and Mail* ainsi qu'à CTV.

Tout ceci survient alors que le monde occidental assiste à un clivage grandissant des citoyens, clivage nourri notamment par les réseaux sociaux et les lendemains d'une crise économique mondiale qui a ébranlé une partie de la classe moyenne occidentale. Devant l'ascension d'idées extrémistes et conspirationnistes, les médias d'information doivent redoubler d'ardeur pour offrir une information fouillée, exacte et contrecarrant les fausses nouvelles qui voyagent six fois plus vite que les vraies sur le web. L'information est plus que jamais au service du bien commun.

Tout n'est pas noir pour autant. Selon une étude toute fraîche de mai 2019, les journaux canadiens n'ont jamais été aussi lus. Selon une étude de Totum Research pour le compte de Médias d'info Canada, 88 % des adultes canadiens lisent un journal toutes les semaines, que ce soit sur papier ou sur un support numérique. C'est, selon les responsables de l'étude, un record historique au pays. Les milléniaux n'échappent pas à cette tendance. Cette tendance se confirme à *La Presse*. Le journal est lu tous les jours par 1 million de lecteurs sur ses trois plateformes. La version tablette, qui a remplacé la version papier, est téléchargée quotidiennement sur près de 300 000 tablettes. Du jamais vu dans l'histoire du quotidien.

---

<sup>1</sup> DÉOM, Esther. « Journalistes: syndiqués et professionnels de l'information. Histoire des syndicats de journalistes au Québec », 1944-1984. Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 1987, 382 p.

L'heure n'est donc pas à la déprime, mais à l'action. Il existe des solutions pour assurer la pérennité des médias qui produisent de l'information dans l'intérêt du public et il est temps de les mettre à exécution.

Dans ce mémoire, en partant du point de vue du Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse* (STIP), nous ferons le portrait du fonctionnement de la salle de rédaction de *La Presse*, parlerons des solutions déjà explorées et des mesures nécessaires pour épauler les efforts des médias. Oui, les médias ont eux-mêmes du travail à faire, les journalistes et leurs syndicats aussi, mais ce travail doit être facilité rapidement par plusieurs acteurs de la société qui ont à cœur à la fois la vérité et la démocratie.

---

## **LE STIP : auteur du mémoire**

Ce rapport est l'œuvre du Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse* (STIP), un syndicat affilié à la Fédération nationale des communications (FNC) de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Héritier du premier syndicat de journalistes mis sur pied au Québec, le STIP compte aujourd'hui 192 membres. Le syndicat représente les 87 reporters, les 11 chroniqueurs (*columnists*), les 3 éditorialistes, le caricaturiste, les 36 journalistes au pupitre, les 14 photographes, l'éditrice photo, les 7 réviseurs, les 13 graphistes, les 2 recherchistes et les 17 chefs de division de *La Presse*. Nous consacrerons une partie du mémoire à exposer le fonctionnement de cette salle de rédaction, la plus grande du Québec. Le syndicat n'a pas seulement à cœur les conditions de travail de ses membres, mais aussi le respect des clauses professionnelles au sein du journal. Ce rôle est crucial puisque les membres du STIP sont soumis à trois codes de déontologie : celui de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, celui du Conseil de presse ainsi que le code propre au journal.

Le STIP collabore avec trois autres syndicats du journal, soit celui des bureaux (5 membres), celui de l'informatique (49 membres) et celui de la publicité (environ 80 membres). En tout, l'entreprise de presse fondée en 1884 compte aujourd'hui 500 employés.

L'auteure principale de ce mémoire, Laura-Julie Perreault, présidente du STIP, est aussi cofondatrice du Fonds québécois en journalisme international ([www.fqji.org](http://www.fqji.org)). Du coup, ce mémoire abordera aussi brièvement le sort du journalisme international au Québec.

---

## **DES CONSTATS AUX SOLUTIONS : exposé général**

### **Une décennie difficile**

Si la crise des médias est à l'horizon depuis plusieurs années, c'est à partir de 2009 qu'elle a véritablement commencé à se faire sentir dans les salles de rédaction, dont celle de *La Presse*.

Depuis 2009, le STIP a été aux premières loges des difficultés rencontrées par la presse écrite alors que les revenus publicitaires diminuent d'année en année. Si, au début, la baisse des revenus était liée à la crise économique américaine, puis globale, qui a affecté plusieurs grands annonceurs un peu partout dans le monde (on peut penser notamment aux constructeurs automobiles), la fin de cette crise ne s'est pas soldée par un retour des revenus de publicité dans les médias traditionnels comme *La Presse*. Ces revenus ont plutôt migré vers les plateformes qui sont la propriété des géants du web, Facebook et Google, qui nourrissent leurs plateformes de nouvelles pour lesquelles elles ne déboursent pas un sou, tout en monopolisant près de 80 % du marché publicitaire numérique. Et tout ça, sans payer de taxes ni d'impôt dans les sociétés affectées.

Cette baisse de revenus a vite eu un impact sur les conditions de travail des artisans des salles de rédaction. Lors de la négociation des conventions collectives de 2009 entre l'Intersyndicale de *La Presse* (rassemblant tous les syndicats de l'entreprise) et l'employeur, les employés syndiqués ont notamment accepté une augmentation de leurs heures de travail sans compensation financière additionnelle et une panoplie d'autres mesures. Selon les calculs du STIP, les diverses concessions salariales des syndiqués de *La Presse* ont atteint à cette époque près de 10 millions de dollars par année.

C'est aussi à cette époque que la direction du journal a décidé d'investir plus de 40 millions dans l'élaboration d'une plateforme numérique sur la tablette dans l'optique de réduire les coûts d'impression et de distribution du journal papier sans pour autant faire de compromis sur la qualité du journalisme et la présentation de la matière rédactionnelle de *La Presse*. Le STIP ne s'est jamais opposé à cette transition — ni au choix de *La Presse* d'opter pour la gratuité — et a contribué activement au développement de *La Presse +*. Les syndiqués sont fiers de cette plateforme numérique qui compte plus de lecteurs que *La Presse* papier n'en a jamais eu dans sa longue histoire. Le lancement de la plateforme a insufflé beaucoup d'énergie au sein du journal. Au moment du lancement de *La Presse +*, le STIP comptait près de 300 membres et l'entreprise comptait tout près de 1000 employés. Les changements au sein du journal n'étaient pas seulement technologiques. Parallèlement, l'entreprise a décidé d'investir dans une équipe d'enquête, dans les bureaux politiques de Québec et d'Ottawa et dans le journalisme international. Un poste en rotation de correspondant à Paris a notamment été mis sur pied.

Ces changements à *La Presse* et ce vent de renouveau ont eu lieu alors que le reste de l'industrie de la presse écrite avait de la difficulté à joindre les deux bouts. Aux États-Unis, la migration des revenus est à l'origine d'une véritable hécatombe. Près de la moitié des journaux ont fermé leurs portes au cours des 10 dernières années. Il y a dans les salles de rédaction des journaux américains 45 % moins de journalistes qu'en 2008, selon le Pew Research Center<sup>2</sup>. À travers le Canada, plus de 10 000 emplois ont été perdus dans les salles de rédaction entre 2010 et 2015. Près de 60 % de ces emplois ont été perdus dans les entreprises de presse écrite<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/07/30/newsroom-employment-dropped-nearly-a-quarter-in-less-than-10-years-with-greatest-decline-at-newspapers/>

<sup>3</sup> <https://j-source.ca/article/canadian-media-guild-data-shows-10000-job-losses-in-past-five-years/>

La situation de la presse écrite du continent a fini par rattraper *La Presse*, malgré le succès de la nouvelle plateforme auprès des lecteurs. Après des départs anticipés à la retraite, des programmes de départs volontaires ainsi que plusieurs vagues de licenciements, le journal compte aujourd'hui environ 500 employés — soit la moitié des effectifs de 2013 — mais continue de produire un journal numérique quotidien. La salle de rédaction de *La Presse*, avec un peu plus de 210 artisans (syndiqués et non syndiqués), reste la plus grande du genre dans la province.

### **2018 : une année charnière à *La Presse***

L'an dernier, *La Presse* s'est lancée dans une grande restructuration. L'entreprise évolue depuis l'été 2018 au sein d'une structure d'organisation à but non lucratif (OBNL). Seul actionnaire de *La Presse*, une fiducie veille au respect de la mission d'information du journal. L'ancien propriétaire du journal, Power Corporation, a fait un don de 50 millions de dollars au journal pour qu'il puisse prendre son envol sous sa nouvelle forme légale. Power Corporation a aussi mis à l'abri les régimes de retraite des employés et ce, jusqu'en juin 2018.

Pour y arriver, le journal a mis sur pied un plan pour atteindre l'équilibre budgétaire. Le premier pan consistait à réduire les coûts. Lors d'une négociation de convention collective qui s'est échelonnée sur presque quatre ans et s'est terminée en décembre 2018, l'entreprise a demandé au STIP de réduire de près de 1 million annuellement les conditions de travail de ses membres. Le syndicat a relevé le défi en acceptant un gel salarial de cinq ans et la modification du régime de retraite. Les autres syndicats de l'entreprise ont aussi été appelés à contribution.

Petit aparté. Aujourd'hui, les journalistes sont loin d'être les bébés gâtés que certains laissent entendre. À ses débuts, un journaliste reçoit un salaire de 50 000 \$. Après 10 ans de carrière, ce salaire atteint 88 000 \$, la cime de l'échelon salarial. Ces salaires sont comparables à ceux des enseignants du secondaire au Québec<sup>4</sup>. Par ailleurs, à titre indicatif, le salaire horaire des journalistes et photographes de *La Presse*, représentés par le STIP, a augmenté de 0,1% entre 2007 et 2019.

### **Nouveaux revenus**

Simultanément à la réduction des coûts, la haute direction du journal a lancé plusieurs projets pour diversifier les revenus de l'entreprise. Elle a lancé une campagne de contribution volontaire auprès des lecteurs du journal, mis sur pied une fondation et l'entreprise, conjointement avec la Fédération nationale des communications et le STIP, a démarché les gouvernements du Québec et d'Ottawa afin d'obtenir des mesures permettant de financer la presse écrite en tant que productrice d'information dans l'intérêt du public. Le STIP soutient toutes ces démarches, y participe activement et espère que les divers ordres de gouvernement passeront rapidement à l'action.

---

<sup>4</sup>[http://sern.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/syndicats/z48/Communiqués/Échelles salariales et taux\\_version\\_officielle.pdf](http://sern.qc.ca/fileadmin/user_upload/syndicats/z48/Communiqués/Échelles salariales et taux_version_officielle.pdf)

Il est de notoriété publique que les journaux au Canada reçoivent moins de soutien gouvernemental que dans la plupart des pays occidentalisés. En France, en 2017, le grand triumvirat des journaux parisiens, soit *Le Monde*, *Libération* et le *Figaro*, ont reçu chacun entre 5 millions et 6 millions d’euros, en plus d’abattements fiscaux accordés aux journalistes, selon des statistiques rendues publiques par le ministère de la Culture français en mai 2019. En Norvège, un pays qui compte une population de tout juste 5 millions de personnes, les subsides aux journaux atteignent 55 millions de dollars canadiens annuellement.

### **La nécessité d’agir maintenant**

S’il est intéressant de se pencher sur l’avenir des médias d’information en général, il est impératif de rappeler que des actions urgentes sont nécessaires pour aider la presse écrite avant que certains acteurs de cet écosystème ne se voient contraints à cesser leurs activités. Nous enjoignons donc au gouvernement du Québec de mettre sur pied le plan d’aide à la presse écrite avant la fin des travaux de cette commission, qui vise l’avenir de l’ensemble des médias. Des pourparlers ont lieu depuis deux ans et les problèmes, tout autant que les solutions, sont connus. Nous privilégions la piste des crédits d’impôt sur la masse salariale ainsi que le retour des annonces publicitaires gouvernementales dans les journaux. Le STIP appuie aussi les solutions proposées par la FNC dans son propre mémoire à cette commission. L’annonce concrète d’un plan d’aide à court terme permettrait aux artisans de la presse écrite d’entrevoir leur avenir à plus long terme.

### **Sur le fonctionnement d’une grande salle de rédaction**

S’il nous apparaît crucial qu’il soit question de l’information régionale et locale lors de cette commission, nous voulons profiter de notre propre expertise pour expliquer le fonctionnement d’une grande salle de rédaction d’un média national, comme celle de *La Presse* et son impact sur la société.

Pourquoi a-t-on besoin de 200 personnes pour produire un journal numérique quotidien ? À eux seuls, les artisans de *La Presse* produisent environ 500 articles originaux par semaine, soit une moyenne de quatre ou cinq par semaine par journaliste signant des textes dans le journal. Cependant, si certains journalistes peuvent écrire jusqu’à trois textes par jour, d’autres — travaillant sur des enquêtes ou de grands dossiers — produisent quelques articles par mois seulement, mais ces derniers requièrent la plupart du temps des centaines d’heures de travail.

Pour que les articles voient le jour, cependant, les journalistes n’œuvrent pas seuls. L’équipe de photographes de *La Presse* court d’une affectation à l’autre toute la journée pour réaliser des photos pour illustrer tous les reportages, une nécessité dans le format numérique. Certains d’entre eux travaillent aussi sur des photoreportages de leur cru.

Les chefs de division, qui chapeautent chacun une section du journal, coordonnent le travail des troupes sur le terrain et font le lien avec les cadres de la direction de l’information et l’équipe de la production.

Composée de graphistes, de journalistes au pupitre, de réviseurs et d'une éditrice photo, l'équipe de production prend le relais dès l'arrivée des textes. Après avoir relu, édité et corrigé les textes, ils peuvent soit les diffuser en ligne, soit les mettre en page pour l'édition de *La Presse* + du lendemain matin. Ils doivent aussi rédiger les titres et les légendes accompagnant les centaines d'articles. Les grands dossiers, qui sont souvent accompagnés de graphiques et d'infographie, demandent une attention spéciale de l'équipe de production, qui doit jongler à la fois avec les nouvelles de dernière heure, les ambitieux dossiers et les retournements de situation en cours de soirée.

Si une équipe de cadres est en place le matin pour lancer la journée et s'assurer qu'aucun événement majeur n'échappe à la vigilance du journal, une autre est là jusqu'à 1 h du matin pour boucler le journal.

Le tout est une machine bien huilée dans laquelle chaque membre joue un rôle essentiel pour assurer la qualité de l'information diffusée.

Si aujourd'hui *La Presse* n'emploie plus de typographes, de travailleurs de l'imprimerie, de camionneurs distribuant les journaux à la grandeur de la province, d'autres métiers, tout aussi cruciaux pour la livraison du journal ont émergé. L'équipe informatique de *La Presse*, qui a notamment développé *La Presse* +, ainsi que la toute nouvelle application pour téléphone portable, joue aujourd'hui un rôle central pour assurer la constante évolution du journal sur toutes ses plateformes.

### **Un contenu unique**

Les grandes salles de rédaction, comme celles de *La Presse*, jouent un rôle unique au sein de la société québécoise. Non seulement les artisans de *La Presse* ont-ils couvert tous les grands événements qui ont façonné Montréal, le Québec et le monde au cours des 135 dernières années, mais ils ont aussi eux-mêmes eu un impact sur ces événements. Les enquêtes réalisées par les artisans de *La Presse* et des autres grandes salles de rédaction du Québec ainsi que les grands dossiers ont été à l'origine de commissions d'enquête, de modifications à la loi, ont pu faire et défaire des carrières politiques et médiatiques. Seulement au cours de la dernière année, *La Presse* a sonné l'alarme sur des déversements toxiques réalisés par des entreprises frauduleuses, a joué un rôle central dans le dossier #moiaussi en permettant à des victimes d'inconduites sexuelles de dénoncer leurs agresseurs et a révélé des agissements répréhensibles de policiers jusque dans le Grand Nord. Les textes d'opinion de *La Presse* – chroniques et éditoriaux – sont souvent au cœur du débat démocratique. On peut penser à une chronique de Nathalie Petrowski, à la veille de la première du spectacle *Slav* de Betty Bonifassi et de Robert Lepage, qui a été à l'origine d'une manifestation et d'un débat qui a duré un été entier.

Produire ce contenu exclusif et nécessaire à la santé de la société n'est pas gratuit, mais les résultats et leur impact sur notre démocratie justifient qu'on y insuffle les fonds nécessaires, en tant qu'annonceurs, lecteurs ou en tant que gouvernement ayant à cœur les valeurs qui se cachent derrière le journalisme : le désir de savoir, la reddition de comptes des élus et des autorités, la diffusion de la culture et la compréhension du monde.

---

## Sur l'indépendance des médias

Dans ce contexte, l'indépendance des médias est particulièrement importante. Des critiques estiment que le financement par l'État des journaux pourrait faire une entorse à cette indépendance, mais nous croyons que ces craintes sont peu fondées.

S'il est vrai que les mesures gouvernementales doivent être élaborées de manière à ne donner aucun droit de regard aux élus et aux autorités sur le contenu rédactionnel des journaux — et c'est à notre avis ce que la proposition de crédits d'impôt sur la masse salariale permet de faire — un manque de financement gouvernemental qui mènerait à un sous-financement de la presse écrite est encore plus inquiétant.

Il ne faut pas remonter très loin pour comprendre pourquoi. Dans sa thèse de doctorat défendue en 1987 à l'Université de Montréal, Esther Déom note qu'avant l'arrivée des syndicats dans les salles de rédaction — l'ancêtre du STIP a vu le jour en 1944 — les journalistes étaient peu payés et se voyaient obligés d'accepter des « enveloppes brunes » lorsqu'ils couvraient des conférences de presse ou des réunions politiques afin de compléter leur salaire<sup>5</sup>. L'arrivée du syndicalisme dans les salles de rédaction dans la période d'après-guerre et le rehaussement des salaires a eu pour effet, expose M<sup>me</sup> Déom, de professionnaliser la profession journalistique et de rendre le métier éthique. Aujourd'hui, une telle situation ne serait plus possible dans la plupart des médias du Québec. À *La Presse*, les trois codes de déontologie journalistiques auxquels nos membres sont soumis sont enchassés dans la convention collective de *La Presse*. Le syndicat veille scrupuleusement à les faire respecter.

Il peut nous apparaître improbable de retourner à l'époque des enveloppes brunes dans les médias d'information du Québec. Pourtant, des exemples à l'international nous permettent de voir l'impact désastreux d'un effondrement des revenus sur le journalisme et du coup, sur la démocratie. Dans son récent livre, *Losing Pravda, Ethics and The Press in Post-Truth Russia*<sup>6</sup> (Perdre la Pravda : éthique, la presse et la Russie post-vérité), la professeure en communication Natalia Roudakova explique comment l'effondrement de l'économie en Russie dans la foulée de la chute de l'URSS a obligé les journalistes soit à quitter le métier, soit à marcher sur leurs principes éthiques pour accepter à nouveau des cachets pour couvrir favorablement certains événements ou du financement de partis politiques pour continuer à pratiquer le métier. Selon M<sup>me</sup> Roudakova, la perte de crédibilité des journalistes a mené à l'ère post-vérité et à l'échec de la démocratie post-soviétique. Son analyse donne froid dans le dos et est une mise en garde pour nous tous.

## Sur le journalisme international

Nous sommes conscients que le journalisme international ne fait pas partie du mandat explicite de la Commission, mais il nous apparaît important d'aborder la question. Ce journalisme est

---

<sup>5</sup> DÉOM, Esther. «Journalistes: syndiqués et professionnels de l'information. Histoire des syndicats de journalistes au Québec», 1944-1984. Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 1987, 382 p.

<sup>6</sup> ROUDAKOVA, Natalia. «Losing Pravda. Ethics and The Press in Post-Truth Russia» Cambridge University Press, 2017, 265 p.

pratiqué surtout dans les grandes salles de rédaction aux reins les plus solides. Or, force est de constater que la crise des médias qui a affecté le journalisme en général a un effet encore plus grand sur le journalisme international produit par les journalistes québécois. Malgré les efforts de plusieurs rédactions, comme celle de *La Presse*, les nouvelles internationales n'occupent année après année qu'entre 1 % et 4 % de l'espace-temps médiatique québécois, selon Influence Communication, qui est le seul organisme à fournir des données sur la question. Si la méthode de calcul d'Influence Communication est controversée, ce constat semble se refléter aussi dans la disparition des postes de correspondant à l'étranger à travers les médias du Québec. *La Presse*, par exemple, n'a plus de poste de correspondant régulier, mais continue de dépêcher sur le terrain ses journalistes pour de courtes périodes. Le journal compte aussi sur un petit réseau de collaborateurs réguliers. Radio-Canada a annoncé récemment la fermeture de plusieurs postes de correspondant.

Pourtant, dans un monde de plus en plus globalisé et marqué par la migration massive, la nouvelle internationale semble cruciale pour comprendre le monde dans lequel nous vivons. Les journalistes qui sont déployés sur le terrain rapportent des témoignages d'individus affectés par diverses situations ou à l'origine de projets inspirants et porteurs. Ces témoignages, mis en contexte avec une sensibilité québécoise, suscitent la plupart du temps de l'empathie auprès des lecteurs, des auditeurs ou des téléspectateurs et contribuent à raccourcir la distance entre des situations lointaines et le Québec.

Récemment, de premières solutions à ce problème ont émergé. L'auteur de ce mémoire, le journaliste Guillaume Lavallée de l'AFP et l'ancien journaliste du *Devoir* et de *L'actualité*, Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, aujourd'hui responsable des communications au Centre d'études en relations internationales de l'Université de Montréal (CERIUM), ont mis sur pied le Fonds québécois en journalisme international ([www.fqji.org](http://www.fqji.org)). Ce fonds, financé par des organismes parapublics, des entreprises privées, des organisations syndicales, accorde annuellement 75 000 \$ de bourses à des journalistes québécois de tous les horizons pour réaliser des reportages à l'étranger. Les donateurs ont accepté de n'avoir aucun droit de regard sur les reportages produits et les bourses sont accordées par un jury de journalistes à la retraite complètement indépendants. Le FQJI a tenté d'obtenir des fonds auprès du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral pour compléter cette enveloppe, mais ses demandes sont restées lettre morte.

Quelques jours après la création du FQJI, *Le Devoir* a aussi annoncé la création de son propre fonds de reportage international pour ses journalistes, financé par Air Transat. Ces initiatives sont de bonnes nouvelles pour le journalisme international au Québec et ceux qui le pratiquent et nous espérons que d'autres acteurs, y compris le gouvernement du Québec, se monteront sensibles aux besoins dans le domaine et contribueront à renforcer le droit de regard des Québécois sur le monde.

## EN TERMINANT

Le journalisme de qualité a un coût, mais il rapporte gros à une société comme la nôtre. Il nourrit les débats, débusque les scandales et les fraudes, il demande des comptes, il met en valeur le talent d'ici et d'ailleurs, il permet de différencier le vrai du faux et ouvre une fenêtre sur le monde.

Dans un monde où la fausse nouvelle est constamment en concurrence avec la vérité, le journalisme professionnel et les médias dans lesquels il est pratiqué sont aujourd'hui plus que jamais un bien commun à préserver. Nul besoin d'en convaincre les consommateurs de nouvelles : ils sont plus nombreux que jamais à consulter les grands médias traditionnels pour contrer en partie l'affluence d'informations douteuses qui circulent sur le web et dans les réseaux sociaux. Cependant, après dix ans de crises dans les revenus des médias, il est grand temps de se serrer collectivement les coudes pour soutenir le journalisme d'ici et pour lui permettre de se projeter dans le temps. Nous devons aussi ensemble faire face aux géants du web pour qu'ils paient leur juste part dans la production de contenu journalistique qui nourrit leurs plateformes.

Ce mémoire, écrit dans un court laps de temps, n'est qu'une introduction aux préoccupations du STIP et nous espérons avoir l'occasion d'en parler plus longuement lors des témoignages devant la Commission de l'éducation et de la culture. D'ailleurs, pour sa rédaction, l'éditeur adjoint et vice-président à l'information, Éric Trottier, a été consulté. Dans le dossier de l'avenir des médias, les syndicats et les patrons de *La Presse* ont des préoccupations communes et collaborent étroitement. C'est dire l'urgence d'agir !

---

